

74,11 % DE VOTANTS DONT 90,24 % POUR BOUTEFLIKA

La démesure des chiffres

Abdelaziz Bouteflika a eu ce qu'il voulait depuis 2004 : se maintenir à la tête du pays, sans doute jusqu'à la fin de ses jours. L'homme qui, en 1999, disait ne pas être «un trois quarts de président», s'offre un troisième mandat qui l'installe définitivement à la tête d'un pouvoir sans partage, unifié et ne devant plus rien à personne.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)- Entamé le 12 novembre 2008, le processus de la pérennisation de Bouteflika à la tête de l'Etat s'est donc achevé jeudi 9 avril avec ce score assommant de 90,24% dans une élection à sens unique engagée sans concurrents, menée et achevée exactement comme le voulait «le candidat».

Bouteflika «espérait» une participation massive? Zerhouni annonce 74,11%.

Il «exigeait» une majorité écrasante ? Son inamovible ministre de l'Intérieur ne le décevra pas ! L'élection présidentielle de 2009 exprime en fait, mieux que tout autre indice, la cohésion et l'alliance

retrouvées des clans au pouvoir.

C'est simple : la campagne électorale de Bouteflika, conjointement pilotée par le frère conseiller du président, Saïd Bouteflika, et le plus proche collaborateur du Premier ministre, Abdesselam Bouchouareb, était celle de l'Etat algérien !

Alignant un véritable rouleau compresseur sur la ligne de départ, comprenant rien moins que le FLN, le RND, le MSP, l'UGTA, l'ONM, l'UNPA, l'UNFA, l'UNJA, l'ONEC, la CNEC, les Scouts, et tant d'autres organisations nationales, le gouvernement, le Parlement, l'admini-

nistration, des organisations patronales, «des puissances financières», la candidature de Bouteflika, qui équivalait déjà réélection, n'aura été que la résultante du pacte passé entre les deux grands pôles du pouvoir en Algérie.

Un pacte tellement solide que Bouteflika, qui a dû batailler dur en 1999 et surtout en 2004, s'est permis cette fois une campagne des plus paisibles. Ses sorties dans les wilayas durant la campagne électorale, l'homme les menait comme il le voulait, parlant seulement là où il le souhaitait, se contentant de simples bains de foule quand il le voulait et, première dans l'histoire des campagnes électorales dans le monde, se permettant même un jour de repos à la veille de la clôture de cette même campagne !

Tellement confiant du résultat final, Bouteflika a, par ailleurs, repris avec ses discours «agressifs» à l'égard du peuple avec lesquels il avait surpris les Algériens en 1999 !



Zerhouni, annonçant Bouteflika comme le vainqueur de cette édition.

Retour aux réflexes d'antan chez le citoyen !

Cet état de fait s'est traduit par le retour aux réflexes d'antan chez les citoyens : à quoi bon voter puisque, de toutes les manières, le résultat est connu d'avance !

C'était en tout cas l'ambiance générale constatée jeudi dans les centres et

bureaux de vote à Alger. D'El-Biar à Bab-el-Oued, en passant par les Tagarins, le topo est identique : en milieu d'après-midi, là où nous sommes passé, seuls les agents préposés à l'organisation du scrutin occupaient les lieux ! Peu ou prou d'électeurs dans tous ces centres, il était en plus vraiment rarissime de ren-

contrer sur ces mêmes lieux les représentants des candidats, à l'exception de ceux de Bouteflika. «Mais pourquoi voulez-vous que je vote !» nous répondra tout simplement l'un d'entre eux. «Si je suis là, c'est uniquement pour avoir ça !» explique-t-il en brandissant un billet de 1000 DA !

K. A.

BELKHADEM SALUE LE SCORE ÉLECTORAL DE BOUTEFLIKA : «Nous attendons une révision constitutionnelle approfondie»

Le Front de libération nationale (FLN) prône toujours l'«approfondissement» de la révision constitutionnelle. C'est ce que le secrétaire général de l'instance exécutive du FLN, Abdelaziz Belkhadem, a assuré hier lors d'une conférence de presse. Une occasion médiatique où le premier responsable du FLN a salué la victoire, «le tsunami électoral» pour le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Une victoire dans laquelle Abdelaziz Belkhadem a estimé que les militants et cadres de son parti ont joué un rôle moteur, leader. Et une victoire électorale massive qui assure un troisième mandat présidentiel au cours duquel, et après validation des résultats par le Conseil constitutionnel, Abdelaziz Belkhadem s'attend à ce que cette révision approfondie ait lieu.

En relevant que pour le secrétaire général du FLN, la révision constitutionnelle partielle, opérée en novembre dernier et que cette formation politique a soutenue, importait non par la suppression de la limitation des mandats présidentiels mais par le fait qu'elle visait la consolidation des institutions de l'Etat, le renforcement du rôle de contrôle et la clarification des prérogatives et harmonisation au niveau du pouvoir exécutif.

C. B.

Déclaration de M. Abdelaziz Rahabi

«Les Algériens viennent de subir la énième insulte à leur intelligence et de vivre un affront qui fait de l'Algérie, jadis terre des hommes fiers et rebelles, la risée de la communauté des nations. Le prédisent Bouteflika, qui tient plus de Mugabe que de Mandela, a commis l'indécence de se faire décréter un score guignolesque qui lui enlève tout crédit de représentativité, nuit à l'image de l'Algérie et des Algériens et les éloigne davantage des règles de bonne gouvernance et des exigences de liberté et de dignité.

Le viol de la Constitution, le 12 novembre dernier, fait de ce simulacre d'élections un exercice superflu qui a consacré, il est vrai, des pratiques anciennes comme le tribalisme et le régionalisme mais y a greffé l'argent de l'informel pour faire de notre pays la synthèse négative des systèmes électoraux en vigueur dans le monde.

Ainsi, des hommes incapables de comprendre l'évolution de leur peuple et du monde et otages des idées anciennes sont en train de réunir toutes les conditions de l'instabilité en installant le pays dans une crise de représentativité à tous les niveaux de l'Etat et des institutions.»

A. R.

FRONT DES FORCES SOCIALISTES : «Le tsunami de la fraude était prévisible»

«Nous sommes véritablement dans le début de la fin de Bouteflika.» En compagnie de certains cadres de son parti, Karim Tabou, le premier secrétaire national du FFS, ne rate pas la moindre occasion pour commenter les propos tenus par le ministre de l'Intérieur, lors de sa conférence de presse. Hier, soit le lendemain de l'élection présidentielle, le FFS persistait et signalait : «Il s'agit d'une nouvelle imposture autoritaire.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En ce jour de l'élection présidentielle, une ambiance particulière règne au siège national du FFS. La mobilisation militante était au rendez-vous. Le système de collecte des informations est opérationnel depuis la matinée.

Les responsables du parti ont mis en place un système qui leur permet de disposer d'informations «fiabiles» concernant le taux de participation. Que ce soit à Oran, à Jijel, à Sidi-Bel-Abbès, à Tizi-Ouzou ou à Sétif, le parti d'Aït-Ahmed est en contact direct avec ses structures locales.

«Le scrutin présidentiel se déroule dans un climat de tension, de menaces et de manipulations. Nous sommes saisis de partout des irrégularités de l'opération. Le bourrage des urnes semble devenir une instruction nationale», porte à notre connaissance le premier secrétaire national. Selon lui «un vrai tsunami et

une fraude massive sont attendus à l'échelle nationale. Les autorités du pays viennent de franchir une étape supplémentaire et dangereuse dans le retour par la force au système du parti unique, de la pensée unique et du candidat unique. Il faut s'attendre à ce qu'on annonce un taux jamais égalé dans l'histoire du pays. L'ordre a été donné pour plébisciter le président-candidat».

Il est 12h passées de quelques minutes. Le calme est de retour au siège du FFS. Karim Tabou se trouve toujours dans son bureau. Il est réclamé par des journalistes pour donner son commentaire sur le déroulement du scrutin. Des chaînes satellitaires sollicitent son intervention. Medi 1 Sat, France 24, El Jazeera, El Arabya se bousculent au portillon. Quelques minutes auparavant, une sollicitation particulière le fait réagir. «Accomplissez votre devoir citoyen, par votre participa-

tion massive au vote du 9 avril 2009». Le SMS envoyé par un opérateur de la téléphonie mobile ne le laisse pas indifférent. «Tous les affairistes du milieu de la pègre ont été mis au service de Bouteflika», commente-t-il et d'ajouter : «Nous allons empêcher Bouteflika d'imposer sa dictature et sa vision de pensée-unique».

L'après-midi tire à sa fin. Jusque-là, le FFS n'a rendu public qu'un seul communiqué. Dans ce dernier, on parle «d'aveuglement du pouvoir». «Il annonce déjà des taux de participation scandaleux et très loin de la réalité de la rue. C'est le taux de 5% enregistré à 12h00 qui semble avoir provoqué la panique et qui explique le déclenchement prématuré de l'opération de bourrage des urnes», lit-on dans le communiqué n°1.

Il est 17h10mn. Karim Tabou vient de terminer sa communication avec le président du parti M. Hocine Aït-Ahmed. Selon lui, «la conversation a duré près d'une vingtaine de minutes». Pour Karim Tabou, le président du FFS est catégorique.

Selon lui, Aït-Ahmed considère que «cette élection comme une véritable opération de pacification électorale et politique». En somme, au sein du FFS, on

s'inscrit d'ores et déjà dans l'après-9 avril. On use de tous les moyens pour «disqualifier» le scrutin. 20h, le communiqué n° 2 est rendu public. «Le taux réel de la participation au scrutin présidentiel du 9 avril 2009 ne dépasse pas les 18%. Ce chiffre a été obtenu sur la base d'informations recueillies par les militants et les élus du parti, les amis des syndicats et des associations autonomes. (...), le scrutin a été marqué par une fraude massive, généralisée et à ciel ouvert. Du jamais vu chez nous, du déjà vu au temps colonial. Depuis 1997, Ouyahia s'est surpassé et s'est bonifié. Le cru 2009 est remarquable. (...) Quoi qu'il en soit, l'indifférence et l'atonie des Algériennes et des Algériens ont marqué ce scrutin comme ils ont marqué la campagne électorale. A elle seule, cette absence de mobilisation suffirait à démentir les chiffres surréalistes avancés par le ministre de l'Intérieur », ajoute-t-on dans le communiqué n°2.

Pour le FFS, la prochaine sortie médiatique du premier secrétaire national du parti aura lieu dans les prochaines heures à l'occasion d'une conférence de presse. «Des vérités seront dites», affirme-t-on.

A. B.